

DÉPARTEMENT DE L'ORNE
COMMUNE DE MORTAGNE AU PERCHE

Arrêté de Police temporaire n° 009_2026

Portant réglementation sur l'occupation temporaire du domaine public

Place du Général de Gaulle (places face aux n°14 à 18)

Réf : VV/PM-BS/009_2026

LE MAIRE DE MORTAGNE AU PERCHE

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu le code de la voirie routière;

Vu l'état des lieux de la voirie;

Considérant la demande de Monsieur Damien FLERCHINGER, représentant la société « SPBM », implantée 9 rue du Haut Eclair, 72610 – Arçonnay, afin d'occuper temporairement le domaine public, place du Général de Gaulle, plus précisément sur les deux places situées face aux n° 14 à 18 et ainsi permettre à l'appareil de levage d'accéder au marché couvert, pour y changer une verrière, le jeudi 22 janvier 2026 à partir de 09h.

Considérant que pour permettre la sécurité de tous les usagers sur et autour des lieux de rencontres, il y a lieu de prendre des mesures également pour la sécurité des participants, selon les dispositions suivantes :

ARRÊTÉ

Article 1 – La présente demande est accordée au pétitionnaire, afin d'occuper temporairement le domaine public, le jeudi 22 janvier 2026 à partir de 09h, sous réserve des articles suivants :

Article 2 - Le stationnement aux abords de la zone de livraison, sera totalement interdit, sauf véhicules intervenants.

Article 3 – La circulation, pourra être perturbée, à partir de 9h, Pl du Général de Gaulle, afin de permettre la manutention de l'appareil de levage.

Article 4 - Il appartient au pétitionnaire d'assurer l'affichage du présent arrêté et la sécurité sur le chantier.

Les interdictions seront matérialisées à l'aide d'une signalisation conforme.

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par la société intervenante. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

Article 5 – Responsabilités du pétitionnaire/bénéficiaire :

Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces événements.

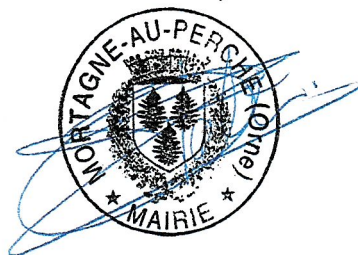
Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public, en parfait état de propreté. En cas de détériorations, dégradations ou de salissures constatées, la ville pourra faire procéder aux travaux de remise en état, aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 6 - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 - Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Les services de la Gendarmerie Nationale et de la Police Municipale ainsi que le pétitionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Mortagne Au Perche, le 19/01/2026

Le Maire,



Virginie VALTIER